

**ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2023- 148**

du 18 JUL. 2023

mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, pour les installations qu'elle exploite sur la plateforme de Carling/Saint-Avoid

Le préfet de la Moselle  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;  
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;  
Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;  
Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-06 du 6 février 2023 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;  
Vu l'arrêté préfectoral modifié n°2011-DLP/BUPE-103 du 4 avril 2011 autorisant la société TotalEnergies Petrochemicals France à poursuivre l'exploitation de l'atelier « Polyéthylène » situé sur la plateforme pétrochimique de Carling/Saint-Avoid ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées établi suite à la visite d'inspection du 12 avril 2023 ;

**Vu** le courrier préfectoral du 21 juin 2023 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêt préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant dans le délai imparti ;

**Considérant** le trou observé dans la cuvette de rétention du stockage de base lors de la visite d'inspection de l'installation le 12 avril 2023 ;

**Considérant** le risque de pollution du milieu naturel en cas de fuite de la cuve,

**Considérant** que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup> : Objet

La société TotalEnergies Petrochemicals France (numéro SIREN 428 891 113), dont le siège social est situé 2 place Jean Miller-La Défense à Courbevoie (92400), est mise en demeure, pour l'atelier « Polyéthylène » qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Avoid, concernant la rétention de sa cuve de base de respecter les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 avant le 1er octobre 2023.

### Article 2 :

La société TotalEnergies Petrochemicals France (numéro SIREN 428 891 113), dont le siège social est situé 2 place Jean Miller-La Défense à Courbevoie (92400), est tenue de mettre en place des mesures compensatoires palliant la non conformité visée à l'article 1er jusqu'à levée de la mise en demeure formulée à l'article 1 du présent arrêté.

### Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Petrochemicals France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach/Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avoid.

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent



Philippe Deschamps

#### Délais et voies de recours

En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérécoours depuis le site <http://www.telerecoours.fr/>.

